

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU C 2

Numéros dans les séries spéciales :
2619 TM

INSTRUCTION N° 74 - 42 - A2
DU 8 MARS 1974

CLASSEMENT

A 2

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

INSTITUTION D'UNE IMPOSITION FORFAITAIRE ET ANNUELLE
DE 1.000 F A LA CHARGE DES PERSONNES MORALES
PASSIBLES DE L'IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS

(Art. 22 de la loi de finances pour 1974.)

ANALYSE

Champ d'application de l'imposition nouvelle — Imputation des versements spontanés — Majoration de 10 % — Recouvrement par voie de rôles des sommes non versées — Déduction de l'imposition acquittée des sommes dues au titre de l'impôt sur les sociétés (conditions et modalités).

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° A 2-1 du 20 janvier 1959.

DOCUMENT ABROGÉ

Note de service n° 74-121 - A 2 du 20 février 1974.

0. — GÉNÉRALITÉS

L'article 22 de la loi de finances pour 1974 (loi n° 73-1150 du 27 décembre 1973), dont le texte est reproduit en annexe n° 1 à la présente instruction, a institué à la charge des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés une imposition forfaitaire et annuelle d'un montant de 1.000 F.

Annoncée et analysée dans la note de service n° 74-31 - A 2 du 14 janvier 1974, cette mesure a été sommairement commentée par la note de service n° 74-121 - A 2 du 20 février 1974.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

GT

22

RGP	TPG	DOM	RF	P
-----	-----	-----	----	---

F. 185/74.—1

INSTRUCTION

N° 74-42 - A 2
du 8 mars 1974

La présente instruction qui se substitue à la note de service du 20 février 1974 a pour objet de préciser la portée des dispositions de l'article 22 de la loi de finances pour 1974 et d'en fixer les modalités d'application.

1. — ÉCONOMIE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI DE FINANCES POUR 1974

L'article 22 de la loi de finances pour 1974 a mis, à compter de 1974 et sous réserve de quelques exceptions, une imposition forfaitaire et annuelle d'un montant de 1.000 F à la charge des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés.

Cette imposition doit être payée spontanément à la caisse du comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés, au plus tard le 1^{er} mars ; une majoration de 10 % est appliquée aux sommes non versées à cette date.

Le recouvrement de l'imposition ou de la fraction d'imposition non réglée et de la majoration de 10 % correspondante est poursuivi, le cas échéant, en vertu d'un rôle émis par le Directeur des services fiscaux.

Les réclamations sont présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôts directs. Le recouvrement est garanti par les sûretés et privilèges prévus pour ces impôts.

Ces dispositions sont contenues dans le I de l'article 22 de la loi de finances pour 1974. Le II de ce texte prévoit que le montant de l'imposition forfaitaire de 1.000 F versé dans les conditions prévues au I est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de l'exigibilité de cette imposition et pendant les deux années suivantes.

11. — Nature de l'imposition de 1.000 F.

L'imposition instituée par l'article 22 de la loi de finances pour 1974 est annuelle ; elle est due par les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, du seul fait de leur existence ; son montant est forfaitaire, sans lien avec les résultats de l'activité sociale ; elle doit être payée en une seule fois. En raison de ces caractéristiques, l'imposition de 1.000 F doit être considérée comme un impôt distinct de l'impôt sur les sociétés, duquel elle est cependant déductible.

C'est l'impôt dû par les personnes morales qui, clôturant régulièrement leurs exercices sur des résultats déficitaires, échappent à l'impôt sur les sociétés et, de ce fait, ne contribuent pas aux charges de la collectivité.

Le fait que le législateur ait précisé le contentieux de l'assiette de l'imposition forfaitaire et annuelle de 1.000 F ainsi que les sûretés et privilèges qui garantissent son recouvrement, attestent l'originalité de cet impôt nouveau.

12. — Champ d'application de l'imposition de 1.000 F.

121. — PERSONNES MORALES ASSUJETTIES

Quelle que soit leur nationalité et sous réserve des exonérations visées au n° 122 ci-après, toutes les sociétés et collectivités qui relèvent du régime de l'impôt sur les sociétés en vertu des dispositions des articles 206-1 à 206-4 du Code général des impôts sont assujetties à l'imposition forfaitaire et annuelle de 1.000 F (cf. instruction de la Direction générale des impôts reproduite en annexe n° 2 de la présente instruction).

Les sociétés françaises dont 95 % du capital sont détenus directement ou indirectement par une autre société française et qui bénéficient du régime fiscal prévu à l'article 209 *sexies* du Code général des impôts, sont personnellement redevables de l'imposition forfaitaire de 1.000 F, mais celle-ci doit être acquittée, en leur nom, par la société mère.

Il est rappelé que le régime fiscal de ces sociétés a été exposé par l'instruction n° 73-18 A 2 du 6 février 1973.

122. — SOCIÉTÉS ET ORGANISMES EXONÉRÉS

L'article 22 de la loi de finances pour 1974 a expressément exonéré de l'imposition de 1.000 F les personnes morales visées aux articles 206-5, 207 et 208 du Code général des impôts.

Par ailleurs, la Direction générale des impôts a estimé possible d'étendre cette exonération à certaines sociétés dont la situation se rapproche de celle des entreprises définies par l'article 22.

122-1. — Exonérations prévues par l'article 22 de la loi de finances pour 1974.

En vertu de l'article 22 de la loi de finances pour 1974, sont exonérés de l'imposition de 1.000 F :

— D'une part, les organismes, établissements publics, associations et collectivités sans but lucratif visés à l'article 206-5 du Code général des impôts.

Ces personnes morales bénéficient, en effet, d'un régime spécial de taxation à l'impôt sur les sociétés et les sommes dont elles sont redevables à ce titre sont recouvrées par voie de rôles.

— D'autre part, les personnes morales exonérées de l'impôt sur les sociétés, à raison de tout ou partie de leurs opérations, en vertu des articles 207 et 208 du Code général des impôts.

Bien entendu, toutes les sociétés qui sont soumises au régime de l'impôt sur le revenu en vertu d'un texte particulier, échappent également à la nouvelle imposition (cf. annexe n° 2).

122-2. — Exonération admise par la Direction générale des impôts.

Elle concerne :

a) Les sociétés par actions et les sociétés à responsabilité limitée ayant pour activité principale, à la date du 9 juillet 1969, la gestion d'immeubles qui leur appartiennent et qu'elles louent ou affectent à des fins charitables, éducatives, sociales, sanitaires ou culturelles.

Cette exonération est limitée aux sociétés de l'espèce qui d'une part, auront déposé, avant le 31 décembre 1974, la demande d'autorisation interministérielle prévue à l'article 1378 *quater* du Code général des impôts afin de se dissoudre et d'affecter leur actif à certaines personnes morales, et, d'autre part, se seront transformées, avant le 31 décembre 1974 en associations déclarées conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n° 69-717 du 8 juillet 1969 modifié par l'article 59 II de la loi de finances pour 1973 (n° 72-1121 du 20 décembre 1972).

b) les sociétés et autres personnes morales qui n'encaissent pas d'autres revenus que ceux provenant de la gestion d'immeubles satisfaisant aux conditions d'exonération temporaire prévues à l'article 210 *ter* du Code général des impôts (cf. annexe n° 2).

123. — DATE A PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI DE FINANCES POUR 1974 — SOCIÉTÉS NOUVELLES

L'imposition de 1.000 F étant annuelle, y sont soumises toutes les personnes morales non exonérées existant légalement au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Il est rappelé que les sociétés commerciales jouissent de la personnalité morale à dater de leur immatriculation au registre du commerce (cf. : art. 5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966). C'est donc la date de l'accomplissement de cette formalité qu'il y a lieu de prendre en considération pour déterminer les obligations des sociétés nouvelles. Ne sont pas assujetties à l'imposition de 1.000 F les sociétés qui auront été radiées du registre du commerce le 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle l'imposition est exigible ou qui se sont transformées à cette date en sociétés non passibles de l'impôt sur les sociétés. En revanche les sociétés en liquidation demeurent assujetties à l'imposition de 1.000 F (cf. annexe 2).

13. — Paiement de l'imposition de 1.000 F.

Aux termes de l'article 22 de la loi de finances pour 1974, l'imposition de 1.000 F doit être payée spontanément à la caisse du comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés, au plus tard le 1^{er} mars ; une majoration de 10 % est appliquée aux sommes non versées à cette date.

Comme les trésoriers-payeurs généraux en ont été informés par télégramme, l'échéance du 1^{er} mars a, pour l'année 1974, été reportée au 15 mars.

Après l'expiration du délai légal de paiement le recouvrement de l'imposition de 1.000 F et de la majoration de 10 % doit normalement être poursuivi par voie de rôle. Mais, rien ne s'oppose à ce que les personnes morales retardataires s'acquittent de l'imposition de 1.000 F et éventuellement de la majoration de 10 % après le 1^{er} mars (15 mars pour 1974). Tant qu'un rôle n'a pas été émis de tels versements doivent, comme ceux faits avant le 2 mars, être considérés comme spontanés ; les dispositions de la présente instruction concernant les paiements spontanés leur sont donc applicables.

131. — PAIEMENT SPONTANÉ

Les personnes morales redevables de l'imposition de 1.000 F doivent s'en acquitter spontanément c'est-à-dire sans réception préalable d'un avertissement. La loi ne l'ayant pas stipulé, aucun avis de cette sorte ne sera établi.

Par contre, l'Administration a, pour des raisons pratiques, créé un bordereau-avis de versement spécial que les personnes morales devront remplir et produire à l'appui de leur versement. Cet imprimé dont un modèle est reproduit en annexe n° 3 comporte trois cadres. Les deux premiers sont réservés :

- à la désignation de la partie versante ;
- au montant, à la date du versement, au mode de paiement employé et à la désignation de la dette d'impôt sur les sociétés sur laquelle la déduction doit être opérée. A la différence de ces deux cadres qui devront être remplis par la personne morale intéressée, le troisième est destiné au comptable du Trésor, chargé de l'encaissement ; il lui permettra d'attester la date du paiement et de mentionner la date et le numéro de l'écriture d'imputation en recettes (cf. *infra* n° 211-1).

Les bordereaux-avis de versement de l'imposition de 1.000 F sont des imprimés de la Direction générale des impôts ; ils doivent être tenus à la disposition des personnes morales dans les services de la Direction générale des impôts et dans les postes comptables du Trésor.

Approvisionnés directement par la Société des Imprimeries Delmas, les trésoriers-payeurs généraux répartiront les imprimés entre les comptables placés sous leurs ordres.

Non prévu par l'article 22 de la loi de finances pour 1974, le bordereau-avis de versement n'est pas obligatoire. Les comptables du Trésor ne devront donc pas refuser un versement qui ne serait pas accompagné du bordereau ; en pareilles circonstances, il leur appartiendrait de remplir eux-mêmes cet imprimé.

132. — MODES DE PAIEMENT

Les dispositions de l'article 1680 du Code général des impôts sont applicables au paiement de l'imposition de 1.000 F. Cette imposition peut donc être payée en espèces par mandats-contributions, par chèques bancaires ou par chèques postaux. Par contre, les dispositions de l'article 187 de l'annexe IV au Code général des impôts qui permettent le paiement des contributions à la caisse d'un comptable du Trésor autre que celui de la commune d'imposition sont inapplicables : seul, en effet, le comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés est compétent pour encaisser l'imposition de 1.000 F (cf. *infra* n° 133).

132-1. — Emploi d'un excédent de versement.

L'imposition de 1.000 F peut être acquittée au moyen d'un excédent de versement sur impôts directs, soit à la demande de la personne morale débitrice, soit d'office par voie de compensation. En effet la compensation s'opère de plein droit entre deux dettes qui sont également liquides et exigibles (cf. art. 1290 et 1291 du Code civil). Or l'imposition de 1.000 F est une imposition forfaitaire, donc liquide et elle est exigible dès le 1er janvier de l'année au titre de laquelle elle est due (cf. *infra* n° 134-1). Dans tous les cas d'emplois d'un excédent de versement, il appartiendra au comptable d'établir le bordereau-avis de versement au nom de la société intéressée.

132-2. — Déductions fiscales pour investissement.

Les déductions fiscales pour investissement instituées par la loi n° 66-307 du 18 mai 1966 (1) et par la loi n° 68-877 du 9 octobre 1968 ne peuvent, en matière d'impôts directs, s'imputer que sur l'impôt sur le revenu et sur l'impôt sur les sociétés (cf. art. 244 *quinquies* du Code général des impôts). Il n'est donc pas possible d'employer les déductions fiscales pour investissement en l'acquit de l'imposition de 1.000 F, impôt distinct de l'impôt sur les sociétés (cf. *supra* n° 11).

133. — COMPTABLE DU TRÉSOR COMPÉTENT POUR RECEVOIR LE VERSEMENT

C'est le comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés, donc en principe, celui du siège social ou du principal établissement de la personne morale intéressée.

(1) En ce qui concerne la déduction fiscale pour investissement instituée par la loi du 18 mai 1966, la période d'emploi est venue à expiration le 31 décembre 1973. Toutefois, cette déduction peut encore être employée dans le cas particulier où un rétablissement de crédit est opéré en exécution d'un dégrèvement prononcé sur une imposition d'impôt sur les sociétés apurée, avant le 31 décembre 1973, au moyen de ladite déduction. De même, un rétablissement de crédit pourra être opéré lors de la liquidation de l'impôt sur les sociétés des exercices clôturés le 31 décembre 1973 dans le cas où apparaîtra un excédent de versement provenant d'un emploi de déduction fiscale sur les acomptes (cf. instruction n° 66-684 du 3 juin 1966 n°s 341 et 332-1).

INSTRUCTION

N° 74-42 - A 2
du 8 mars 1974

En ce qui concerne les sociétés françaises dont 95 % du capital sont détenus directement ou indirectement par une autre société française et qui bénéficient du régime fiscal prévu à l'article 209 *sexies* du Code général des impôts, le comptable compétent est celui du lieu d'imposition de la société mère puisque c'est celle-ci qui doit payer l'imposition de 1.000 F en leur nom (cf. n° 121).

134. — CONDITIONS DE PAIEMENT

134-1. — *Exigibilité.*

Pour une année donnée l'imposition annuelle et forfaitaire de 1.000 F est due par les personnes morales non exonérées existant au 1^{er} janvier (cf. *supra* n° 123). Par ailleurs, le deuxième alinéa de l'article 22-1 de la loi de finances pour 1974 dispose « l'imposition forfaitaire de 1.000 F doit être payée
....., au plus tard le 1^{er} mars (15 mars pour l'année 1974) ; une majoration de 10 % est appliquée aux sommes non versées à cette date ». Dans ces conditions, on doit considérer que l'imposition de 1.000 F est exigible dès le 1^{er} janvier et que les assujettis disposent d'un délai s'étendant jusqu'au 1^{er} mars inclus pour s'en acquitter.

Les personnes morales assujetties peuvent donc verser l'imposition de 1.000 F dès le 1^{er} janvier et en déduire le montant du plus prochain paiement qu'elles ont à effectuer à compter de cette date (cf. *infra* n° 144).

Il y a lieu de remarquer que, si l'imposition de 1.000 F est exigible à compter du 1^{er} janvier, son recouvrement ne peut être poursuivi qu'après le 1^{er} mars et, seulement, en vertu du rôle que le Directeur des services fiscaux doit émettre, conformément aux dispositions du troisième alinéa du I de l'article 22 de la loi de finances pour 1974. (cf. *infra* n° 135).

134-2. — *Majoration de 10 %.*

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa du I de l'article 22 de la loi de finances pour 1974, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes non versées le 1^{er} mars au plus tard (15 mars pour l'année 1974). L'alinéa suivant dispose : « Le recouvrement de l'imposition ou de la fraction d'imposition non réglée et de la majoration de 10 % correspondante est poursuivi, le cas échéant, en vertu d'un rôle émis par le directeur des services fiscaux ».

Il s'en suit que la majoration de 10 % doit être liquidée, non pas par le comptable du Trésor chargé de recevoir les paiements spontanés, mais par le Directeur des services fiscaux qui en comprendra le montant dans l'article du rôle relatif à l'imposition ou à la fraction d'imposition impayée.

Toutefois, les comptables du Trésor devront accepter les paiements spontanés qui leur seraient faits au titre de la majoration de 10 % avant l'émission du rôle (cf. *supra* n° 13).

135. — RÔLE DES COMPTABLES DU TRÉSOR

Le paiement de l'imposition de 1.000 F devant être spontané, le rôle des comptables du Trésor consiste :

- à encaisser les versements effectués tant avant qu'après le 1^{er} mars (date limite de paiement sous peine de majoration de 10 %) (1) ;
- à enregistrer les crédits de déduction et à en suivre l'emploi ;
- enfin, à transmettre les bordereaux avis de versement à la Direction des services fiscaux.

(1) 15 mars pour 1974.

C'est à la Direction générale des impôts qu'il appartient au vu des bordereaux-avis de versement et sur la base des renseignements qu'elle détient, de déterminer les personnes morales défaillantes, de liquider la majoration de 10 % et d'émettre les rôles qui permettront le recouvrement forcé de la créance du Trésor.

Jusqu'à l'émission du rôle, les comptables du Trésor ne peuvent, faute de titre exécutoire, entreprendre aucune action pour recouvrer l'imposition de 1.000 F, sauf à opposer éventuellement la compensation (cf. n° 132-1). Mais les comptables doivent sauvegarder les intérêts du Trésor en produisant pour l'imposition de 1.000 F aux règlements judiciaires et aux liquidations des biens.

A ce sujet, il est fait observer que l'article 22 de la loi de finances pour 1974 n'a conféré le caractère privilégié à l'imposition de 1.000 F qu'à partir de son inclusion dans un rôle.

Auparavant, les comptables ne devront donc produire qu'à titre chirographaire, en précisant que, dès l'établissement du rôle, ils feront une production rectificative à titre privilégié.

S'ils font simultanément une production au titre de l'impôt sur les sociétés, ils ne manqueront pas d'indiquer que celle-ci pourra être réduite à concurrence des attributions qui pourront être faites au titre de l'imposition de 1.000 F.

Remarque :

L'imposition de 1.000 F ne donne pas lieu à l'application de la loi n° 66-1017 du 28 décembre 1966 relative à la publicité du privilège du Trésor (cf. instruction n° 68-74 - A 3 du 4 juin 1968). En effet, l'imposition de 1.000 F, impôt nouveau distinct de l'impôt sur les sociétés, n'est évidemment pas visée par l'article premier de la loi du 28 décembre 1966 qui fixe limitativement les impôts donnant lieu à publication. Au surplus, l'imposition de 1.000 F n'est privilégiée qu'à compter de son inclusion dans un rôle.

14. — Recouvrement de l'imposition de 1.000 F par voie de rôle.

Aux termes des troisième et quatrième alinéas du I de l'article 22 de la loi de finances pour 1974 :

« Le recouvrement de l'imposition (de 1.000 F) ou de la fraction d'imposition non réglée et de la majoration de 10 % correspondante est poursuivi, le cas échéant, en vertu d'un rôle émis par le Directeur des services fiscaux. »

Les réclamations sont présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôts directs. Le recouvrement est garanti par les sûretés et privilèges prévus pour ces impôts.

Il résulte de ce texte que les dispositions comprises dans le Livre II du Code général des impôts et relatives au recouvrement des impôts directs, notamment celles concernant le privilège du Trésor de l'hypothèque légale du Trésor sont applicables aux rôles émis pour le recouvrement de l'imposition de 1.000 F.

Il est toutefois précisé que l'imposition de 1.000 F recouvrée par voie de rôle n'entre pas dans les cas d'exigibilité immédiate visés au 2 de l'article 1663 et cela bien qu'elle soit assortie d'une majoration de 10 % pour paiement tardif. Ces impositions sont donc exigibles le dernier jour du mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle (art. 1663-1).

Par ailleurs, les dispositions de l'article 1761 du Code général des impôts ne sont pas applicables puisque les rôles concernant l'imposition de 1.000 F comprennent déjà une majoration de 10 %.

Les rôles relatifs à l'imposition de 1.000 F seront pris en charge et leur produit sera imputé dans les conditions ordinaires.

15. — Déduction de l'imposition de 1.000 F des sommes dues au titre de l'impôt sur les sociétés.

151. — SOMMES DÉDUCTIBLES

Le II de l'article 22 de la loi de finances pour 1974 dispose « le montant de l'imposition forfaitaire de 1.000 F versé dans les conditions prévues au I est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de l'exigibilité de cette imposition et les deux années suivantes ».

Or, le I de l'article 22 vise à la fois le paiement spontané et le recouvrement par voie de rôle. On doit en déduire que toutes les sommes versées au titre du principal de l'imposition de 1.000 F soit spontanément avant ou après le 1^{er} mars (1) de l'année de l'exigibilité, soit amiablement ou sous contrainte après l'émission d'un rôle sont déductibles de l'impôt sur les sociétés.

Par contre, la majoration de 10 % afférente à l'imposition de 1.000 F n'est pas déductible.

151-1. — *Cas particulier.*

Pour les sociétés admises au bénéfice de régime spécial prévu par l'article 209 *sexies* du Code général des impôts (cf. n° 121 et 133), les impositions de 1.000 F acquittées pour le compte des filiales à 95 % ne peuvent venir en déduction de l'impôt dû par la société mère que dans la mesure où les résultats fiscaux des filiales concernées auraient permis l'imputation de cette imposition dans le délai légal, c'est-à-dire au cours de l'année d'exigibilité et pendant les deux années suivantes. C'est à la Direction générale des impôts qu'il appartiendra de vérifier le bien-fondé de la déduction que la société mère aura opérée. Les comptables du Trésor devront donc exécuter sans contrôle les déductions qui leur seront demandées ou qui s'imposeront à eux (cf. *infra* n° 142).

152. — IMPÔT SUR LEQUEL S'OPÈRE LA DÉDUCTION

L'imposition de 1.000 F ne peut venir en déduction que de l'impôt sur les sociétés : impôt versé spontanément (acomptes et solde de liquidation) ou imposition établie par voie de rôle. La déduction s'opère (2) tant sur le principal (impôt à 50 % et imposition spéciale à 15 % sur les plus-values de cession à long terme) que sur les majorations de 10 %.

Il appartient aux sociétés d'indiquer soit sur le bordereau avis de versement *ad-hoc* (cf. *supra* n° 131), soit par lettre ou oralement en cas de paiement après l'émission d'un rôle, la dette d'impôt sur les sociétés sur laquelle leur versement doit venir en déduction.

A défaut d'indications de la partie versante, l'imposition de 1.000 F doit être considérée comme venant en déduction de la première dette d'impôt sur les sociétés susceptibles d'être majorée de dix pour cent pour paiement tardif (rôle, acompte ou solde de liquidation).

153. — PÉRIODE PENDANT LAQUELLE LA DÉDUCTION PEUT ÊTRE OPÉRÉE

Aux termes du II de l'article 22 de la loi de finances pour 1974, l'imposition de 1.000 F est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de son exigibilité et pendant les deux années suivantes.

(1) 15 mars pour 1974.

(2) L'article 7-1 de la loi de finances pour 1974 a porté le taux de l'imposition spéciale sur les plus-values de cession à long terme de 10 % à 15 % en ce qui concerne les plus-values réalisées au cours des exercices clos à compter du 1^{er} décembre 1973.

Compte tenu des conditions de déductibilité définies au n° 151 ci-dessus, l'imposition de 1.000 F due au titre d'une année N est donc déductible de l'impôt sur les sociétés à compter de la date de son versement, jusqu'au 31 décembre de l'année N + 2.

Pour donner lieu à déduction, le versement de l'imposition d'une année N doit donc intervenir avant le 31 décembre de l'année N + 2 (cf. n° 151).

Au-delà de cette date, le droit à déduction non employé est prescrit.

Au 31 décembre de l'année N + 2, il y aura lieu de considérer comme impôt dû sur lequel la déduction peut s'opérer non seulement les dettes échues, mais aussi celles qui ne sont encore que certaines et liquides : rôles mis en recouvrement, acomptes de l'année en cours restant à échoir et soldes de liquidation de l'impôt afférent au dernier exercice clos ; dans ce dernier cas il va de soi que le bordereau-avis faisant apparaître la liquidation de l'impôt devra avoir été déposé au plus tard le 31 décembre de l'année N + 2.

154. — POINT DE DÉPART DU DROIT A DÉDUCTION

Le droit à déduction ne peut naître que du versement effectif de l'imposition de 1.000 F auquel *toutes les personnes morales assujetties* sont tenues (versements faits spontanément ou après l'émission d'un rôle). Par versement effectif, il faut entendre un paiement manifestement destiné au règlement de l'imposition de 1.000 F. L'intention de la partie versante résulte normalement de la souscription du bordereau-avis de versement *ad hoc* (cf. *supra* n° 31) ; à la rigueur elle peut être exprimée par lettre ou oralement lors du paiement.

La société qui n'a pas effectué un tel versement reste donc débitrice de l'imposition de 1.000 F même si depuis le 1^{er} janvier de l'année de l'exigibilité elle a déjà acquitté une dette d'impôt sur les sociétés égale ou supérieure à 1.000 F ; elle n'est pas fondée à soutenir que son versement comprenait implicitement l'imposition de 1.000 F.

Dès qu'il est né le droit à déduction peut être exercé. Naissance et exercice peuvent même être simultanés, si l'imposition de 1.000 F est réglée en même temps qu'une dette d'impôt sur les sociétés de laquelle elle est déductible. C'est ainsi que les sociétés ont pu verser, pour le 15 février dernier, l'imposition de 1.000 F et le premier acompte d'impôt sur les sociétés à payer en 1974 (cf. télégramme du 6 février 1974).

Si le montant de l'acompte dû était supérieur à 1.000 F la société ne devait verser que la différence. Ses paiements : imposition de 1.000 F et versement au titre de l'acompte, devaient, au total, atteindre le montant dudit acompte. Si le montant de l'acompte dû était inférieur à 1.000 F la société était dispensée de tout versement au titre de l'acompte et elle devenait titulaire d'un crédit de déduction égal à la différence.

155. — NATURE DU DROIT A DÉDUCTION

On doit considérer que le règlement de l'imposition de 1.000 F effectué spontanément ou après l'émission d'un rôle entraîne l'ouverture au profit de la partie versante d'un crédit de déduction analogue à celui auquel ouvre droit la déduction fiscale pour investissement (cf. instruction n° 66-68 A du 3 juin 1966).

S'il n'est pas employé (cas des sociétés déficitaires) ce crédit peut atteindre au maximum la somme de 3.000 F (impositions des années N, N + 1 et N + 2 ou, après prescription du droit à déduction né du versement de l'imposition de l'année N, impositions des années N + 1, N + 2 et N + 3 et ainsi de suite).

2. — DISPOSITIONS PRATIQUES

21. — Encaissement de l'imposition de 1.000 F versée spontanément.

211. — IMPUTATION DES PAIEMENTS SPONTANÉS

211-1. — *Comptables subordonnés.*

Dans les écritures des postes comptables subordonnés, les versements spontanés, c'est-à-dire ceux effectués avant l'émission d'un rôle (principal et éventuellement majoration de 10 %) doivent être imputés au sous-compte 390-30, rubrique 390-300 ; sous rubrique « Impôts sans rôle », à une subdivision nouvelle intitulée « Imposition forfaitaire et annuelle de 1.000 F prévue par l'article 22 de la loi de finances pour 1974 ».

Sur les bordereaux de règlement P 213 A les recettes de cette nature doivent figurer à une ligne nouvelle portant le même intitulé que celui de la subdivision d'imputation.

211-2. — *Comptables centralisateurs - Imputation budgétaire.*

Les comptables centralisateurs imputeront les recettes d'imposition forfaitaire de 1.000 F acquittées spontanément au compte budgétaire 901-000 « Produits des contributions directes - année courante » à une spécification nouvelle portant le n° 3.97 qu'ils devront ajouter manuscritement à leur nomenclature de 1974.

Les recettes seront justifiées par un titre de perception émis par la Direction des services fiscaux à la réception des bordereaux-avis de versement (cf. *infra* n° 212-2).

212. — TRANSMISSION DES BORDEREAUX-AVIS DE VERSEMENT DE L'IMPOSITION DE 1.000 F A LA DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

Comme il a été indiqué il appartient à la Direction générale des impôts de rechercher les personnes morales qui n'ont pas acquitté l'imposition annuelle et forfaitaire de 1.000 F, de liquider la majoration de dix pour cent et d'émettre les rôles qui permettent le recouvrement forcé de la créance du Trésor. Ces opérations ne pouvant se faire qu'à partir des bordereaux-avis de versement produits à l'appui des paiements faits spontanément, il importe que ces documents soient transmis au service de l'assiette le plus rapidement possible. A cet effet, des comptables voudront bien observer les prescriptions suivantes.

212-1. — *Dispositions à prendre par les comptables subordonnés.*

212-11. — *Mode de transmission.*

Les bordereaux-avis de versement de l'imposition de 1.000 F doivent être transmis au trésorier-payeur général appuyés d'un relevé établi en double exemplaire.

Ce relevé fera apparaître uniquement le montant des versements et leur total. Il pourra éventuellement être constitué par une liste établie à la machine additionneuse.

212-12. — *Périodicité des transmissions.*

Les bordereaux-avis de versement et leurs relevés seront transmis mensuellement à la trésorerie générale. Chaque envoi devra comprendre les documents relatifs aux versements effectués au cours du mois écoulé. Pour l'année 1974, la première transmission devra être effectuée au début du mois d'avril ; elle concernera tous les versements faits du 1^{er} janvier au 31 mars.

212-2. — *Dispositions à prendre par les trésoriers-payeurs généraux.*

Les trésoriers-payeurs généraux récapituleront les envois mensuels des comptables subordonnés sur des relevés détaillés P 9053 qui devront faire apparaître par poste comptable et pour l'ensemble du département le total des sommes versées à l'appui des bordereaux produits.

Les trésoriers-payeurs généraux conserveront un exemplaire des relevés établis par les comptables subordonnés. Le second exemplaire, les bordereaux-avis de versement et le relevé détaillé P 905 B devront être adressés à la Direction des services fiscaux pour le 25 du mois suivant celui au cours duquel les versements ont été effectués.

Pour l'année 1974, les relevés concernant les paiements faits du 1^{er} janvier au 31 mars seront transmis à la Direction des services fiscaux en même temps que le relevé des versements du mois d'avril, soit pour le 25 mai.

22. — *Constatation du crédit de déduction.*

Il est rappelé que le règlement de l'imposition de 1.000 F effectué soit spontanément, soit après émission d'un rôle entraîne l'ouverture au profit de la partie versante, d'un crédit de déduction (cf. n° 155).

L'enregistrement de ce crédit de déduction sera opéré par les comptables subordonnés sur la fiche de sociétés établie au nom de la partie versante. S'il n'en existe pas (cas des sociétés déficitaires depuis plusieurs exercices) il en sera établie une qui sera classée dans le fichier des sociétés. L'enregistrement comportera les mentions suivantes :

V.F (pour versement forfaitaire,
l'année d'exigibilité,
le montant du versement,
la date du paiement et le numéro de l'écriture comptable qui l'a constaté.

23. — *Emploi du crédit de déduction.*

Le crédit de déduction auquel ouvre droit l'imposition de 1.000 F s'emploie comme un crédit de déduction fiscale pour investissement auquel il s'apparente, c'est-à-dire selon des modalités qui varient suivant le mode de recouvrement (rôles ou versements spontanés). C'est pourquoi les prescriptions du présent numéro s'inspirent très largement de celles de l'instruction n° 66 68 A du 3 juin 1966 (n°s 32 et 33).

231. — *EMPLOI EN L'ACQUIT DES IMPOSITIONS (A L'IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS)
PERÇUES PAR VOIE DE RÔLES*

2311. — *Principe d'apurement.*

L'emploi du crédit de déduction en l'acquit de l'impôt sur les sociétés perçu par voie de rôles donne lieu à une opération effectuée suivant un régime analogue à celui applicable en matière de dégrèvement ou de remise des majorations de 10 % et de frais de poursuites.

2312. — *Modalités d'apurement.*

2312-1. — *Constatation de l'emploi sur la fiche de société.*

Le comptable annote la fiche de société de l'emploi à concurrence de l'imposition à apurer, à la date d'emploi, de la référence à l'imposition, du montant de l'emploi et, fait apparaître le montant de la déduction restant à employer.

2312-2. — *Apurement des prises en charge.*

Le comptable établit un relevé détaillé P 906 A sur lequel sont portés, pour chaque société :

- la raison sociale ;
- le numéro de la fiche de société ;
- la désignation de l'imposition ;
- le montant du crédit de déduction imputé.

Les relevés P 906 A sont établis en double exemplaire.

A concurrence du montant total des déductions employées, telles qu'elles figurent sur le relevé, le comptable constate :

- une recette au compte 390-300, comme s'il s'agissait d'un règlement effectif par le redevable ;
- une dépense au compte n° 390-303 « Dépenses diverses ».

Ces opérations sont enregistrées au journal P 15 A selon la procédure applicable aux dégrèvements.

Les deux exemplaires du P 906 A annotés de la date d'écriture, sont joints au transfert journalier de dépenses du comptable.

2312-3. — *Rôle du comptable centralisateur.*

Dès réception du relevé, le comptable centralisateur constate une dépense au compte 900-00, ligne 920-10 - 11 - 15 - 01. Cette dépense est justifiée par l'un des exemplaires du relevé P 906-A ; le deuxième exemplaire de ce relevé est conservé par le comptable centralisateur.

232. — EMPLOI EN L'ACQUIT DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS PAYÉ SPONTANÉMENT

Comme en matière de déduction fiscale pour investissement, l'emploi du crédit de déduction s'analyse comme une simple réduction de l'impôt dû (principal et majorations de 10 %) ; il ne donne lieu à aucune écriture comptable.

Dans certains cas, le crédit de déduction né du versement de l'imposition de 1.000 F pourra s'employer cumulativement avec celui provenant des investissements réalisés dans le cadre des lois du 18 mai 1966 et du 9 octobre 1968 (cf. instructions n° 66-68 - A du 3 juin 1966 et n° 68-159 - A du 20 décembre 1968). Les comptables devront donc éventuellement considérer ces deux crédits pour déterminer les obligations des sociétés au regard de l'impôt à payer spontanément.

Si les deux crédits ne peuvent pas être employés simultanément, c'est-à-dire si leur total excède l'impôt dû, il y aura lieu d'utiliser en priorité celui qui est susceptible d'être prescrit le premier, c'est-à-dire le crédit de déduction fiscale pour investissement dont le délai d'emploi expire au plus tard le 31 décembre 1975.

Dans les développements qui vont suivre l'expression crédit de déduction englobera l'ensemble des crédits afférant tant à l'imposition de 1.000 F qu'aux déductions fiscales pour investissement.

2321. — *Emploi du crédit de déduction en couverture des acomptes.*

2321-1. — *Rôle de la société.*

Jusqu'à concurrence de son crédit de déduction, la société est dispensée de verser les acomptes restant à échoir au titre de l'impôt sur les sociétés de l'exercice en cours. Elle n'a donc pas à communiquer son bordereau-avis au comptable du Trésor lors de l'échéance de ces acomptes. Toutefois, la société doit continuer à liquider les

acomptes sur le bordereau-avis. Dans la colonne n° 9 réservée à l'emploi des déductions fiscales, elle porte le montant du crédit de déduction employé en couverture de l'acompte. Si un acompte ne peut être couvert entièrement par le crédit de déduction ou par le reliquat de celui-ci, la société doit à l'échéance, verser la différence ; elle sert alors les colonnes 9 et 10 (versements effectifs). En cas de paiement tardif, elle liquide la majoration de 10 % sur le montant du versement différé.

Lorsque son crédit de déduction est épuisé la société reprend le service normal du bordereau-avis.

2321-2. — *Rôle du comptable.*

Le crédit de déduction venant en réduction de l'impôt sur les sociétés à payer sans émission de rôles, son emploi ne donne lieu à aucune écriture.

Lors de l'échéance de chaque acompte, le comptable annote simplement la fiche de société de l'emploi du crédit de déduction effectué ; éventuellement il débite le compte de déduction fiscale pour investissement (cf. instruction n° 66-68 - A du 3 juin 1966, n° 331-2).

2321-3. — *Cas particuliers.*

2321.31. — *La société est titulaire d'un excédent de versement qui a été retenu à concurrence du montant des acomptes dus au titre de l'exercice en cours.*

L'excédent de versement qui peut apparaître à la clôture d'un exercice est retenu à concurrence du montant des quatre acomptes dus au titre du nouvel exercice (cf. instruction n° A 2-1 du 20 janvier 1959, n° 14-9).

Ainsi, dès le début d'un exercice, tout ou partie des acomptes peut se trouver déjà réglé. En pareil cas, le « crédit de déduction » dont une société dispose en cours d'exercice, serait normalement inutilisable, et cela, contrairement à l'intention du législateur qui est de permettre au plus tôt l'emploi de l'imposition de 1.000 F comme celui des déductions fiscales pour investissement.

Aussi, il a été décidé d'autoriser l'emploi de l'ensemble du crédit de déduction sur ceux de ces acomptes qui ne sont pas encore échus lors de l'ouverture du crédit. Cet emploi a pour effet de rendre disponible la portion de l'excédent de versement qui avait été retenue pour le règlement desdits acomptes. Cette fraction d'excédent est imputée en l'acquit des impositions autres que l'impôt sur les sociétés, ou remboursée à la société dans les conditions ordinaires.

En aucun cas l'un des éléments du crédit de déduction ne peut être employé sur les acomptes échus antérieurement à la date de son enregistrement. En effet, ces acomptes doivent être considérés comme ayant été définitivement acquittés au moyen de l'excédent de versement.

2321-32. — *La société avait demandé à être dispensée du versement des acomptes restant à échoir.*

La société qui estime que le montant des acomptes déjà versés, au titre d'un exercice, est égal ou supérieur à l'impôt dont elle sera finalement redevable pour cet exercice, peut se dispenser d'effectuer de nouveaux versements en remettant au comptable du Trésor au plus tard

INSTRUCTION

N° 74-42 - A 2
du 8 mars 1974

— 14 —

le 5 du mois au cours duquel le prochain versement est exigible, une déclaration datée et signée (cf. instruction précitée n° 13-23).

Il est précisé qu'une telle déclaration de dispense de versement continue à produire ses effets à l'égard des sociétés qui bénéficient d'un crédit de déduction.

2321-33. — Relevé des emplois de crédit de déduction faits en couverture des acomptes.

Après l'échéance de chaque acompte, le Comptable établit un relevé de chacun des éléments du crédit de déduction employé en couverture de cet acompte. Le relevé relatif à la déduction afférant à l'imposition de 1.000 F doit être transmis le plus tôt possible au comptable centralisateur (cf. *infra* n° 26).

**232-2. — Emploi du crédit de déduction en réduction de l'impôt
(Liquidation de l'impôt.)**

2322-1. — Liquidation de l'impôt.

Après la clôture de l'exercice, la société liquide l'impôt.
Deux situations sont à considérer :

- a) L'impôt est supérieur au montant des acomptes dus au titre de l'exercice et couverts par l'excédent de versement de l'exercice antérieur, par des paiements effectifs, ou au moyen du crédit de déduction.

Dans ce cas, un solde de liquidation se dégage, qui doit être couvert en priorité au moyen du crédit de déduction restant disponible. Si ce crédit est épuisé ou insuffisant, la société paie la somme restant due.

- b) L'impôt est inférieur au montant des acomptes dus au titre de l'exercice.

Dans ce cas, un excédent apparaît. Pour déterminer la nature de cet excédent, il convient de considérer comme définitifs les emplois faits en l'acquit, ou en couverture, des premiers acomptes, dans l'ordre des échéances.

Exemple. — Soit une société qui était redevable d'acomptes d'un montant unitaire de 500 F et dont l'impôt ne s'élève qu'à 1.200 F.

- **Premier cas :** Les deux premiers acomptes (1.000 F) ont été couverts au moyen du crédit de déduction ; les deux autres ont été payés effectivement.

Dans ce cas, la déduction venant en réduction de l'impôt est de 1.000 F. L'impôt restant dû (200 F) se trouvant réglé par une partie des paiements, il est constaté au profit de la société un excédent de versement de $1.000 - 200 = 800$ F.

L'excédent de versement constaté est retenu, selon la réglementation, à concurrence du montant des quatre acomptes du nouvel exercice.

Le reliquat éventuel de l'excédent de versement est imputé en l'acquit des impôts autres que l'impôt sur les sociétés, ou remboursé.

Bien entendu, l'excédent de versement retenu à concurrence des quatre acomptes du nouvel exercice pourra être remboursé en tout ou partie, si, avant le 2 mars de l'année de sa constatation la société verse l'imposition forfaitaire de 1.000 F due au titre de ladite année.

— *Deuxième cas* : Les deux premiers acomptes ont été réglés par emploi de l'excédent de versement de l'exercice antérieur et par imputation de paiements effectifs. Les deux derniers acomptes ont été couverts par le crédit de déduction.

Dans ce cas, l'impôt est réglé à concurrence du total de l'excédent de versement de l'exercice antérieur et des paiements effectifs (1.000 F). Le crédit de déduction n'est employé en couverture de l'impôt qu'à concurrence de 200 F. La différence (1.000 F — 200 F) fait l'objet d'un rétablissement de crédit de déduction au profit de l'entreprise.

2322-2. — *Indications à porter sur le bordereau-avis.*

2322-21. — *La société.*

La société sert dans les conditions ordinaires les quatre premières lignes des colonnes 17 à 21 sur la cinquième ligne intitulée « Déduction fiscale ». La société porte dans la colonne 21 le ou les montants des déductions opérées, tout d'abord, celle afférant à l'imposition de 1.000 F, puis la déduction fiscale pour investissement, enfin elle totalise les deux montants. Bien entendu, la société modifie l'intitulé de la cinquième ligne, c'est-à-dire qu'elle inscrit la mention « Imposition de 1.000 F », suivie de l'indication de la ou des années d'exigibilité, au-dessus des mots « déduction fiscale » qu'elle biffe si elle n'a employé aucun crédit de cette nature.

A la sixième ligne (colonne 21) la société fait apparaître le montant de la partie de l'impôt qui doit être effectivement payé.

2322-22. — *Rôle du comptable.*

Vérification des opérations de liquidation — Emploi du crédit de déduction.

Dès réception du bordereau-avis, le comptable procède à la vérification des opérations de liquidation faites par la société. Il s'assure notamment que le crédit de déduction employé en réduction de l'impôt (imposition de 1.000 F et déductions fiscales pour investissement) a bien été calculé selon le principe posé au n° 223-21. S'il est dû un solde de liquidation sur lequel s'impute le crédit de déduction, le comptable mentionne cet emploi sur la fiche de société et, éventuellement débite le compte déduction fiscale. Si, au contraire, le montant du crédit de déduction employé en couverture des acomptes laisse, après la liquidation de l'impôt, subsister un reliquat, le comptable constate un rétablissement de crédit à due concurrence sur la fiche de société et si besoin est sur le compte de déduction fiscale.

INSTRUCTION

N° 74-42 - A 2
du 8 mars 1974

2322-3. — *Relevé des emplois de crédit de déduction (imposition de 1.000 F) faits en réduction du solde de l'impôt.*

A la date limite de paiement du solde de liquidation de l'impôt de chaque exercice, le comptable établit un relevé des emplois de crédit de déduction (imposition de 1.000 F exclusivement) faits en réduction du solde de cet impôt.

Ce relevé, qui n'est soumis à aucune condition de forme, fait apparaître :

- 1° Le montant des crédits de déduction employés en réduction du solde de l'impôt ;
- 2° Le montant des crédits de déduction dont l'emploi en couverture des acomptes doit être annulé, le total desdits acomptes étant inférieur à l'impôt dû ;
- 3° La différence entre le montant du 1° et celui du 2° ci-dessus.
- 4° Le total de la déduction opérée sur l'impôt de l'exercice (acomptes et solde).

Il doit être transmis le plus tôt possible au comptable centralisateur (cf. *infra* n° 26).

2322-4. — *Bordereaux récapitulatifs.*

En ce qui concerne les sociétés ayant employé leur crédit de déduction en réduction de leur imposition nette globale (imposition nette à 50 %, augmentée éventuellement de l'imposition spéciale à 15 % sur les plus-values de cession à long terme), les comptables portent sur les bordereaux récapitulatifs des bordereaux-avis :

- dans les colonnes 3 et 4, les sommes figurant dans les colonnes 17 et 19 des bordereaux-avis ;
- dans la colonne 5, les sommes figurant dans les colonnes 20 des bordereaux-avis (imputations au titre des revenus mobiliers) et celle indiquée à la quatrième ligne de la colonne 21 des mêmes bordereaux-avis (déductions) ;
- dans la colonne 6, la somme figurant à la dernière ligne de la colonne 21 des bordereaux-avis ;
- dans les autres colonnes, le détail de la situation résultant des paiements effectivement faits par les sociétés.

24. — *Dégrèvements et remises gracieuses des majorations de 10 % et des frais de poursuites.*

Les impositions acquittées au moyen du crédit de déduction né du versement de l'imposition de 1.000 F peuvent faire l'objet de dégrèvements. De même les majorations de 10 % et les frais de poursuites apurés au moyen de ce crédit de déduction peuvent être alloués en remise. Les dégrèvements et les remises ainsi accordés ne peuvent donner lieu qu'à un rétablissement de crédit de déduction. En cette matière, les comptables du Trésor appliqueront, *mutatis mutandis*, les dispositions du n° 34 de l'Instruction n° 66-68 A du 3 juin 1966 relative à la déduction fiscale par investissement.

25. — *Remise de la majoration de 10 %*

Bien qu'ils n'aient pas à liquider la majoration de 10 % pour versement tardif de l'imposition de 1.000 F, les comptables du Trésor auront à se prononcer sur les demandes en remise gracieuse de cette pénalité lorsque le principal aura été réglé.

Plusieurs situations sont à envisager.

251. — LA DEMANDE EST PRÉSENTÉE AVANT L'ÉMISSION D'UN RÔLE

Si la majoration de 10 % a été acquittée, il sera procédé dans les conditions ordinaires fixées par la circulaire n° 1848 du 13 mars 1957 modifiée. Dans le cas contraire, il devra être sursis à l'examen de la demande en remise jusqu'à l'émission d'un rôle.

252. — LA DEMANDE EST PRÉSENTÉE APRÈS L'ÉMISSION D'UN RÔLE
COMPRENANT LA MAJORATION DE 10 %

En pareille hypothèse il y aura lieu de faire application des dispositions prévues en matière d'impôt sur les sociétés et relatives à la remise gracieuse des majorations de 10 % comprises dans un rôle (cf. instruction n° A 2-1 du 20 janvier 1959, n° 25-17 et 25-18).

Sur les états P 258 les comptables porteront la mention « majoration de 10 % de l'imposition forfaitaire et annuelle de 1.000 F (art. 22 de la loi de finances pour 1974) ». Sur les bordereaux de transmission des états P 258 à la Direction des services fiscaux, les trésoriers-payeurs généraux feront figurer l'indication « Imposition forfaitaire et annuelle de 1.000 F (art. 22 de la loi de finances pour 1974 — majorations de 10 % incluses dans les rôles — Décisions de dégrèvement ».

26. — Statistiques.

Les 30 juin et 31 décembre de chaque année, les trésoriers-payeurs généraux doivent établir, en double exemplaire, une situation statistique des emplois de crédit de déduction opérés dans leur département au titre de l'imposition de 1.000 F. Conformément au modèle figurant en annexe n° 4 à la présente instruction, ces situations devront faire apparaître :

- A. — Le montant des déductions opérées sur des impositions à l'impôt sur les sociétés perçues par voie de rôle.
- B. — Le montant des déductions opérées sur l'impôt sur les sociétés payé spontanément en ventilant les emplois par nature de dette : Acomptes et solde de liquidation.
- C. — Le montant total des déductions opérées sur l'impôt des exercices liquidés au cours de la période considérée (exercice clos l'année précédente et exercice clos pendant l'année en cours).

Les éléments de cette statistique seront fournis par les relevés établis par les comptables subordonnés :

- relevés P 906 A (cf. *supra* n° 2.312-3).
- relevés des emplois de crédit de déduction (impositions de 1.000 F) faits en réduction de chaque acompte d'impôt sur les sociétés (cf. *supra* n° 2.321-33).
- relevés des emplois de crédit de déduction faits en réduction d'une part du seul solde de liquidation et, d'autre part, de l'impôt de l'exercice (cf. *supra* n° 2.322-3).

La situation statistique est adressée respectivement les 10 juillet et 10 janvier de chaque année à la Direction (Bureau C 2). Un double des relevés est transmis à la Direction des services fiscaux.

Le Directeur de la Comptabilité publique :
JEAN FARGE

LOI DE FINANCES POUR 1974 (N° 73-1150 DU 27 DÉCEMBRE 1973)

.

PREMIÈRE PARTIE

Conditions générales de l'équilibre financier.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I. — *Impôts et revenus autorisés.*

.

ARTICLE 22. — I. — Les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés sont assujetties, à compter de 1974, à une imposition forfaitaire annuelle d'un montant de 1.000 F. Cette imposition n'est pas applicable aux organismes sans but lucratif visés à l'article 206-5 du Code général des impôts ainsi qu'aux personnes morales exonérées de l'impôt sur les sociétés en vertu des articles 207 et 208 du même Code.

L'imposition forfaitaire de 1.000 F doit être payée spontanément à la caisse du comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés, au plus tard le 1^{er} mars ; une majoration de 10 % est appliquée aux sommes non versées à cette date.

Le recouvrement de l'imposition ou de la fraction d'imposition non réglée et de la majoration de 10 % correspondante est poursuivi, le cas échéant, en vertu d'un rôle émis par le Directeur des Services fiscaux.

Les réclamations sont présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôts directs. Le recouvrement est garanti par les sûretés et privilèges prévus pour ces impôts.

II. — Le montant de l'imposition forfaitaire de 1.000 F versé dans les conditions prévues au I est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de l'exigibilité de cette imposition et les deux années suivantes.

III. — Un décret fixera en tant que de besoin les conditions d'application du présent article.

.

INSTRUCTION DU 25 FEVRIER 1974

TAXES DIVERSES DUES PAR LES ENTREPRISES

IMPOSITION FORFAITAIRE ANNUELLE DE 1.000 F
DUE PAR LES PERSONNES MORALES PASSIBLES DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
(Article 22 de la loi de finances pour 1974 n° 73-1150 du 27 décembre 1973).

I. — GÉNÉRALITÉS

L'article 22 de la loi de finances pour 1974 (n° 73-1150 du 27 décembre 1973) institue une imposition forfaitaire annuelle de 1.000 F qui est due, à compter de 1974, par les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés sous réserve de certaines exceptions. Cette imposition, qui doit être réglée le 1^{er} mars au plus tard sous peine de majoration de 10 %, est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de son exigibilité et pendant les deux années suivantes.

Dès lors, pour les sociétés normalement tenues d'effectuer des paiements au cours d'une année considérée, l'imposition nouvelle ne fait qu'anticiper sur le ou les versements d'impôt sur les sociétés dont l'échéance est postérieure au 1^{er} mars.

L'imposition nouvelle ne frappera définitivement que les sociétés qui clôtureront régulièrement des exercices déficitaires ou qui sont « en sommeil ». Mais, désormais, toutes les sociétés, qu'elles soient ou non bénéficiaires, devront verser, chaque année, une somme d'au moins 1.000 F.

II. — CHAMP D'APPLICATION DE L'IMPOSITION FORFAITAIRE

1. PERSONNES MORALES ASSUJETTIES

Toutes les sociétés et collectivités, quelle que soit leur nationalité, qui relèvent du régime de l'impôt sur les sociétés en vertu des dispositions des articles 206-1 à 206-4 du Code général des impôts sont assujetties à la nouvelle imposition.

Il est rappelé que les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés sont essentiellement :

- les sociétés de capitaux telles les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions et les sociétés à responsabilité limitée à l'exception des sociétés à responsabilité limitée ayant opté pour le régime fiscal des sociétés de personnes ;
- les sociétés civiles qui revêtent la forme de sociétés de capitaux ou qui exercent une activité industrielle et commerciale ou réputée de cette nature au point de vue fiscal ;
- les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés en participation et les sociétés civiles qui ont opté pour leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés ;
- même à défaut d'option, les sociétés en commandite simple pour la part de bénéfices des commanditaires et les sociétés en participation dont les associés ne sont pas connus de l'Administration ;
- les sociétés coopératives et leurs unions ((à l'exception des coopératives agricoles visées à l'art. 207-1 du Code général des impôts) ; les établissements publics, les organismes de l'Etat jouissant de l'autonomie financière, les organismes des départements et des communes et toutes autres personnes morales se livrant à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif.

Il est précisé, en outre, que les sociétés françaises dont 95 % du capital sont détenus directement ou indirectement par une autre société française et qui bénéficient du régime spécial prévu à l'article 209 *sexies* du Code général des impôts sont redevables de l'imposition forfaitaire qui devra être acquittée, en leur nom, par la société mère.

2. SOCIÉTÉS ET ORGANISMES EXONÉRÉS

La nouvelle imposition forfaitaire n'est pas applicable,

- d'une part, aux organismes, établissements publics, associations et collectivités sans but lucratif visés à l'article 206-5 du Code général des impôts. Ces personnes morales bénéficient en effet d'un régime spécial de taxation à l'impôt sur les sociétés et l'impôt dont elles sont redevables est perçu par voie de rôles ;
- d'autre part, aux personnes morales exonérées de l'impôt sur les sociétés, à raison de tout ou partie de leurs opérations, en vertu des articles 207 et 208 du Code général des impôts.

Parmi ces sociétés et organismes figurent notamment :

- les syndicats agricoles et sociétés coopératives agricoles ;
- les sociétés et organismes d'H.L.M. et de crédit immobilier ;
- les départements, communes et syndicats de communes et leurs régies de services publics ;
- les établissements publics et les sociétés concessionnaires visés à l'article 78-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ;
- les sociétés coopératives de construction qui procèdent sans but lucratif au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant ainsi que les groupements dits de « Castors » ;
- les sociétés de financement de recherches et d'exploitation de gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux ;
- les sociétés mobilières d'investissement ;
- les sociétés de développement régional ainsi que les sociétés financières pour le développement économique outre-mer ;

- les sociétés immobilières d'investissement ;
- les sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie ;
- les sociétés agréées pour le financement des télécommunications.

Bien entendu, l'exonération des organismes en cause n'est applicable que dans la mesure où ceux-ci satisfont aux règles qui les régissent. Ainsi une coopérative agricole qui fonctionnerait en contravention avec les dispositions du statut de la coopération agricole et qui, de ce fait, serait imposable à l'impôt sur les sociétés sur l'ensemble de ses bénéfices, devrait acquitter l'imposition forfaitaire de 1.000 F.

Il est précisé par ailleurs que toutes les sociétés qui sont soumises au régime de l'impôt sur le revenu en vertu d'un texte particulier échappent également à la nouvelle imposition.

Tel est le cas notamment :

- des sociétés immobilières de copropriété dotées de la transparence fiscale et visées à l'article 1655 *ter* du Code général des impôts ;
- des sociétés civiles de construction-vente visées à l'article 239 *ter* du même Code ;
- des sociétés civiles professionnelles et des sociétés civiles de moyens ;
- des groupements d'intérêt économique ainsi que des groupements forestiers ou agricoles relevant de l'impôt sur le revenu.

D'autre part, il a paru possible d'admettre que seraient également exonérées les sociétés par actions ou les sociétés à responsabilité limitée ayant pour activité principale, à la date du 9 juillet 1969, la gestion d'immeubles qui leur appartiennent et qu'elles louent ou affectent à des fins charitables, éducatives, sociales, sanitaires, culturelles ou culturenelles.

Cette exonération est limitée aux sociétés de l'espèce qui avant le 31 décembre 1974 — soit auront déposé la demande d'autorisation interministérielle prévue à l'article 1378 *quater* du Code général des impôts afin de se dissoudre et d'affecter leur actif à certaines personnes morales — soit se seront transformées en associations déclarées conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n° 69-717 du 8 juillet 1969 modifié par l'article 59-II de la loi de finances pour 1973 n° 72-1121 du 20 décembre 1972 (cf. BO-D.G.I. 4 H - I - 73).

Enfin, les sociétés et autres personnes morales qui n'encaissent pas d'autres revenus que ceux provenant de la gestion des immeubles satisfaisant aux conditions d'exonération temporaire prévues à l'article 210 *ter* du Code général des impôts seront dispensées de la nouvelle imposition.

3. DATE A PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR L'APPLICATION DE L'IMPOSITION FORFAITAIRE

L'imposition forfaitaire de 1.000 F est due par les sociétés et organismes non exonérés qui existent au 1^{er} janvier de l'année d'exigibilité de l'imposition.

En conséquence, ne sont pas assujetties à cette imposition au titre d'une année donnée les sociétés qui au plus tard le 31 décembre de l'année précédente ont été radiées du registre du commerce ou se sont transformées en sociétés non passibles de l'impôt sur les sociétés.

En revanche, les sociétés qui sont en période de liquidation demeurent assujetties à la nouvelle imposition.

En ce qui concerne les sociétés nouvelles, il est rappelé que la personnalité morale de la société naît à la date de l'immatriculation de celle-ci au registre du commerce (art. 5 de la loi du juillet 1966 sur les sociétés commerciales).

Il en résulte que les sociétés immatriculées postérieurement au 1^{er} janvier ne sont pas assujetties à la taxe au titre de l'année considérée.

III. — PAIEMENT DE L'IMPOSITION FORFAITAIRE

1. DATE LIMITE DE PAIEMENT ET MODE DE PAIEMENT

L'imposition forfaitaire de 1.000 F doit être payée spontanément par les sociétés et organismes qui en sont redevables, au plus tard le 1^{er} mars de l'année d'exigibilité. Pour 1974, le paiement devra donc être effectué avant le 2 mars 1974, quelle que soit la date de clôture de l'exercice social ou de la période d'imposition.

Le paiement doit être accompagné d'un imprimé de versement à déposer en simple exemplaire à la caisse du comptable du Trésor chargé du recouvrement. Un modèle de cet imprimé figure en annexe.

2. LIEU DE PAIEMENT

Le bureau compétent pour recevoir le versement de l'imposition forfaitaire de 1.000 F est le bureau du comptable du Trésor du lieu d'imposition de la personne morale à l'impôt sur les sociétés, c'est-à-dire dans la plupart des cas, du lieu du principal établissement (C.G., art. 218 A).

3. SANCTIONS

A défaut de paiement à l'échéance du 1^{er} mars, la somme de 1.000 F ou la fraction d'imposition non réglée est mise en recouvrement par voie de rôle avec application d'une majoration de 10 % pour paiement tardif.

4. PRESCRIPTION

Conformément aux dispositions de l'article 1966 du Code général des impôts, l'action dont dispose l'Administration expire, en principe, à la fin de la quatrième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due.

IV. — DÉDUCTIBILITÉ DE L'IMPOSITION FORFAITAIRE

Aux termes du paragraphe II de l'article 22, le montant de l'imposition forfaitaire de 1.000 F versé dans les conditions prévues au paragraphe I est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de l'exigibilité de cette imposition et les deux années suivantes.

Il en résulte que l'imposition forfaitaire de 1.000 F versée spontanément (ou acquittée par voie de rôle) est déductible jusqu'au 31 décembre de la deuxième année qui suit celle de son exigibilité. Passé ce délai, l'imposition de 1.000 F n'est plus déductible et constitue donc une charge définitive.

Tel est le cas des sociétés et autres personnes morales dont le résultat fiscal est déficitaire pendant trois ans au moins.

Pour les sociétés admises au bénéfice du régime spécial prévu par l'article 209 *sexies* du Code général des impôts, les impositions forfaitaires acquittées pour le compte des filiales à 95 % ne peuvent être déduites de l'impôt sur les sociétés que dans la mesure où les résultats fiscaux des filiales concernées auraient permis l'imputation de cette imposition dans le délai légal.

Il est précisé, par ailleurs, que dans l'hypothèse d'un recouvrement par voie de rôle, la majoration de 10 % n'est pas déductible de l'impôt sur les sociétés.

Cela dit, l'imposition forfaitaire de 1.000 F répondant aux conditions de déductibilité exposée ci-dessus peut s'imputer sur le premier versement de l'impôt sur les sociétés qui suit son règlement, qu'il s'agisse soit du paiement d'un compte provisionnel ou de la liquidation du solde d'un exercice, soit d'une imposition à l'impôt sur les sociétés mise en recouvrement par voie de rôle au cours de l'exercice d'exigibilité et des deux années suivantes.

V. — RÉGIME FISCAL DE L'IMPOSITION FORFAITAIRE

Le versement forfaitaire de 1.000 F constitue une imposition distincte de l'impôt sur les sociétés.

Toutefois, malgré l'absence de précision à cet égard dans le texte législatif, il y a lieu de considérer que cette imposition ne constitue pas pour l'entreprise versante une charge déductible de ses résultats imposables même dans l'hypothèse où à défaut d'avoir pu être imputée sur l'impôt sur les sociétés avant l'expiration du délai de trois ans, elle constitue un prélèvement fiscal devenu définitif.

VI. — CONTENTIEUX

Aux termes du dernier alinéa du paragraphe 1 de l'article 22, les réclamations concernant l'imposition forfaitaire de 1.000 F sont présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôts directs.

Dès lors, pour la présentation et l'instruction des réclamations ainsi que pour la procédure à suivre devant le tribunal administratif, il y a lieu de se conformer aux dispositions des articles 1930 à 1945 du Code général des impôts.

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

IMPOSITION FORFAITAIRE ANNUELLE DE 1 000 FRANCS

instituée par l'article 22
de la loi n° 73-1150 du 27 décembre 1973

BORDEREAU-AVIS DE VERSEMENT

<input type="checkbox"/> CARACTÉRISTIQUES DE LA PERSONNE MORALE VERSANTE	
Raison sociale de l'entreprise	
Activité principale	
Adresse du principal établissement au 1 ^{er} janv.	de l'année de dépôt de la déclaration de l'année précédente (en cas de changement)
Lieu et numéro d'inscription au registre de commerce	
Numéro I.N.S.E.E.	Numéro SIRENE

<input type="checkbox"/> MODALITÉS DE VERSEMENT — DÉDUCTION DEMANDÉE	
MONTANT DU VERSEMENT _____ F.	
Cocher la case correspondant au mode de paiement utilisé	<input type="checkbox"/> en numéraire <input type="checkbox"/> par mandat-contribution <input type="checkbox"/> par chèque de virement <input type="checkbox"/> par versement au compte de chèques postaux du comptable du Trésor <input type="checkbox"/> par chèque barré <input type="checkbox"/> par virement de banque
A DÉDUIRE DE _____	
A _____, le _____ Signature :	
<small>NOTA : Dans le cas où le versement a lieu autrement qu'en numéraire ou par mandat-contribution, le contribuable qui désire recevoir sa quittance doit la demander au Comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, qui l'enverra en franchise.</small>	

<input type="checkbox"/> CADRE RÉSERVÉ AU COMPTABLE DU TRÉSOR	
Cachet de la perception	
Date de paiement	
Ecriture n°	
En date du	(1)
<small>(1) Si elle diffère de la date de paiement.</small>	

LOI N° 73-1150 DU 27 DÉCEMBRE 1973, ARTICLE 22

I. — Les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés sont assujetties, à compter de 1974, à une imposition forfaitaire annuelle d'un montant de 1.000 F. Cette imposition n'est pas applicable aux organismes sans but lucratif visés à l'article 206-5 du Code général des impôts ainsi qu'aux personnes morales exonérées de l'impôt sur les sociétés en vertu des articles 207 et 208 du même Code.

L'imposition forfaitaire de 1.000 F doit être payée spontanément à la caisse du Comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés, *au plus tard le 1^{er} mars* ; une majoration de 10 % est appliquée aux sommes non versées à cette date.

Le recouvrement de l'imposition ou de la fraction d'imposition non réglée et de la majoration de 10 % correspondante est poursuivi, le cas échéant, en vertu d'un rôle émis par le directeur des Services fiscaux.

Les réclamations sont présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôts directs. Le recouvrement est garanti par les sûretés et privilèges prévus pour ces impôts.

II. — Le montant de l'imposition forfaitaire de 1.000 F versé dans les conditions prévues en I est déductible de l'impôt sur les sociétés dû pendant l'année de l'exigibilité de cette imposition et les deux années suivantes.

III. — Un décret fixera en tant que de besoin les conditions d'application du présent article.

IMPOSITION FORFAITAIRE ET ANNUELLE DE 1.000 F

(Article 22 de la loi de finances pour 1974.)

DÉDUCTIONS OPÉRÉES SUR L'IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS

Situation au : $\left\{ \begin{array}{l} 30 \text{ juin} \\ 31 \text{ décembre} \end{array} \right\} 197..$

A. — IMPOSITIONS PERÇUES PAR VOIE DE ROLES

1. Déductions opérées du 1^{er} janvier 197.. au
30 juin
31 décembre 197..
2. Déductions opérées antérieurement au 1^{er} janvier 197..
3. Total

B. — IMPOT PAYÉ SPONTANÉMENT

- Déductions opérées du 1^{er} janvier 197.. au 197..
- sur l'acompte exigible le ... 197..
 - sur l'acompte exigible le ... 197..
 - sur l'acompte exigible le ... 197..
 - sur l'acompte exigible le ... 197..
 - sur le solde de liquidation 197..
 - de l'impôt de l'exercice 197..
4. Total
 5. Déductions opérées antérieurement au 1^{er} janvier 197..
 6. Total

C. — MONTANT TOTAL DE LA DÉDUCTION OPÉRÉE SUR L'IMPOT DE L'EXERCICE

197..

197..